



# Association 24 août 1944

Association régie par la loi 1901  
Déclaration JO N° 42 du 19 octobre 2013

Parmi ces oubliés de l'Histoire figurent les Tsiganes, appelés aussi Gitans, Romanichels, Nomades, Manouches, Roms, gens du voyage, ... autant d'appellations qui recouvrent la même réalité.

La plupart d'entre eux n'étaient pas étrangers mais qu'importe. Les lois françaises discriminatoires prises à leur rencontre, bien avant les lois raciales du régime de Vichy d'octobre 1940 et juin 1941, en faisaient déjà des parias, des Français et des Françaises de seconde zone, des étrangers dans leur propre pays, voire des apatrides.

Les persécutions dont ils furent victimes renforcèrent leur engagement et leur volonté de résister mais, trop peu d'études et de témoignages rappellent cet engagement.

En 1912, la III République leur impose, dès l'âge de **13 ans**, un « **carnet anthropométrique d'identité** » qui ne sera **supprimé** qu'en **1969**. En 1914, les Tsiganes ressortissants d'Alsace-Lorraine, sont internés dans des camps aux conditions déplorables.

En avril 1940, il leur est interdit de circuler sur tout le territoire. D'abord regroupés par département sur ordre du préfet, ils sont assignés à résidence sous contrôle de la police ou de la gendarmerie, avant d'être de nouveau internés dans des camps de concentration quelques mois plus tard.

Après l'armistice, **c'est sur demande allemande mais sous la responsabilité des autorités françaises et des préfets** que, dès le **4 octobre 1940**, ils sont arrêtés et internés en **zone occupée**. C'est aussi le **gouvernement français de Vichy qui va décider seul de l'ouverture de camps** qui leur sont **spécialement dédiés**, celui de **Saliers** dans les Bouches de Rhône et de **Lannemezan** dans les Hautes Pyrénées, donc en **zone libre**, qui s'ajoutent à ceux de Rivesaltes, du Barcarès, d'Argelès-sur-Mer, de Gurs, de Mérignac,... où sont aussi internés des juifs.

**Saliers**, qui compta **plus de 700 internés** et qui, rappelons-le, a vu, **il y a une dizaine de jours, soit 75 ans après**, le **mémorial** inauguré en 2006, profané par quelques nostalgiques qui l'ont souillé d'une **croix gammée** !

**On estime que 6 500 Tsiganes, ont été internés en France pendant la Seconde Guerre mondiale, dans 31 camps gérés par les autorités françaises dont le plus grand était à Montreuil-Bellay (Maine et Loire). Dans ces camps français, 90% des internés étaient de nationalité française.**

Les Tsiganes seront par ailleurs les **derniers à être libérés en France**. Ils devront en effet attendre **mai 1946**, après l'abrogation du décret d'avril 1940 interdisant "la circulation des nomades", pour quitter, dans le plus grand dénuement car tous leurs biens auront été dispersés, les derniers camps d'internement français. Aujourd'hui, il ne reste quasiment aucune trace de ces camps.

Pour mémoire, rappelons l'internement au camp des Alliers en Charente en septembre 1940, d'une soixantaine de tsiganes lorrains qui ont remplacé les quelques 900 réfugiés espagnols déportés à Mauthausen, le mois précédent.

Sauf exception, les Tsiganes français n'ont pas été déportés vers les camps de la mort, comme ceux des autres pays d'Europe occupés. Ceux qui ont été raflés dans le Nord, à Arras, Roubaix et Hénin-Liétard, l'ont été à l'initiative du commandement militaire allemand de Bruxelles, auquel étaient rattachés les départements français du Nord et du Pas-de-Calais. Ainsi, le convoi de 351 Tsiganes partit de Malines (Belgique) pour Auschwitz, le 15 janvier 1944, dont seulement 12 survivront.

En revanche, rappelons que les conditions déplorables d'internement dans les camps de concentration français provoqueront la mort d'une centaine d'entre eux, tout comme les autorités de Vichy n'hésiteront pas à livrer des hommes tsiganes aux autorités allemandes dans le cadre du STO pour, comme l'expliquera un inspecteur général des camps, : "*[...] diminuer d'autant le nombre de jeunes travailleurs honnêtes que nous devons fournir*". Ce sera notamment le cas de 70 Tsiganes du camp de Poitiers.

Sur leur participation à la Résistance, citons le témoignage de Jan Yoors, jeune « gadjo » Flamand qui, ayant rejoint les rangs de la résistance, participe à la lutte avec ses amis Tsiganes. Ils commencent par passer des messages, transporter des armes, des explosifs, et sauver des fugitifs en créant des réseaux d'évasion via l'Espagne. Puis, s'engageant plus avant, ils participent à diverses actions terroristes : coups de main sur des cartes d'alimentation, attentats contre des objectifs stratégiques, entrée au maquis.

Autre résistant, Raymond Gurême, figure historique de la communauté tsigane de l'Essonne et dernier survivant de la communauté des internés au camp de Linas-Montlhéry.

Interné dès l'ouverture du camp, le 27 novembre 1940, il s'en échappe 2 fois : en juillet 1941 et en octobre 1941. Mis en maison de redressement à Angers, il y détourne, au profit du maquis, un camion de ravitaillement, ce qui lui vaut d'être

2

déporté dans un camp de travail en Allemagne, près de Francfort. Il s'en évade grâce à un cheminot français. Et il rejoint les rangs de la Résistance. Il a dix-neuf ans lors de la Libération de Paris, à laquelle il participe dans les rangs des FTP.

Malgré cet engagement, il aura, comme beaucoup de ces congénères, du mal à faire reconnaître tant son internement en France comme en Allemagne, que sa participation à la Résistance. Ses détournements de vivres au profit des maquis lui vaudront même d'être taxé de délinquant...

Plus de 70 ans plus tard, si la reconnaissance tardive de leur souffrance par François Hollande alors chef de l'Etat, est un premier pas, elle ne suffit pas. Les Tsiganes continuent à attendre une parole publique qui reconnaisse la spécificité de leur internement et l'implication des autorités françaises, ainsi que la mise en place d'une réelle politique mémorielle.

Plus que tout autres, les Tsiganes sont restés absents de la mémoire collective française.

Malgré ce lourd passé, rien n'a changé. Français ou étrangers, ils restent marginalisés, méprisés.

Ironie, si l'on peut dire de l'Histoire et de ceux qui l'écrivent, le plus grand reproche fait à ces combattants de la liberté est de vouloir vivre libre, sans contrainte... !